

Service environnement et sous-produits animaux

Angers, le 18/11/2025

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COIN DE LA TERRE (EARL DU) et M.MERIAU F

La Terre Guibert
ST MACAIRE EN MAUGES
49450 Sèvremoine

Références : 2025_11_13 Rapport inspection EARL COIN DE LA TERRE
Code AIOT : 0054901971

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement COIN DE LA TERRE (EARL DU) et M.MERIAU F implanté La Terre Guibert ST MACAIRE EN MAUGES 49450 Sèvremoine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contrôle a été réalisé dans le cadre de la conditionnalité PAC Environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COIN DE LA TERRE (EARL DU) et M.MERIAU F
- La Terre Guibert ST MACAIRE EN MAUGES 49450 Sèvremoine
- Code AIOT : 0054901971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de canards dans 3 poulaillers et sur caillebotis métalliques.

Le lisier est raclé régulièrement puis il est séparé en fin de lot.

La phase liquide est épandue sur des parcelles agricoles, tandis que la phase solide est lombricompostée avec les fumiers du cheptel de bovins de M.MERIAU.

La totalité du produit répond à une norme et il est commercialisé à l'extérieur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	4 mois
4	Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Demande d'action corrective	4 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
8	Rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Composition du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c	Demande d'action corrective	1 mois
10	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	4 mois
12	Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
3	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
5	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
7	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
11	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incident sera à déclarer et il faut dans le délai fixé pomper, nettoyer et remettre en service le regard de contrôle des ouvrages. La fumière non couverte sera à réparer.

La réserve à incendie n'est pas présente et elle sera à remettre en place.

L'actualisation du dossier installations classées est indispensable afin de permettre la prise d'un nouvel arrêté d'autorisation. Il faut pour cela préciser les modifications apportées ainsi que les projets non réalisés. Les éléments justificatifs de la conformité du lombri-compost seront à joindre ainsi que l'état précis des ventes effectuées sur les trois dernières années et le tonnage du stock présent. Le pâturage des bovins sur le parcellaire de l'EARL doit être pris en compte pour justifier du maintien de l'équilibre de la fertilisation.

Durant ce contrôle, vous nous avez fait part de votre souhait de céder votre activité à un autre exploitant. Avant cette transmission, la mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation est nécessaire ainsi que la remise en conformité des points soulevés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté d'autorisation dispose de deux entités alors que l'exploitant est l'EARL DU COIN DE LA TERRE ; une demande de transfert sera à réaliser.</p> <p>Il était prévu la mise en place de 4 poulaillers de 1 000 m² ainsi qu'une unité de méthanisation.</p> <p>A ce jour, il existe trois bâtiments et l'unité de méthanisation n'est pas mise en place, faute de financement.</p> <p>L'ancien poulailler de 1 000 m² (côté gauche) a été désaffecté et il est désormais utilisé pour le lombri-compostage intérieur.</p> <p>Les surfaces exploitées à proximité de la Chignardière et du carrefour situé en amont de la petite Brunelière ont été perdues et vendues à un autre exploitant. En contrepartie, un nouvel îlot a été repris à l'Est de la Baubrie. Les modifications n'ont pas été déclarées et aucune étude d'aptitude des sols à l'épandage n'a été effectuée.</p> <p>Les surfaces de M.MERIAU François ont également connu une évolution positive ; remarque identique concernant l'absence de déclaration et d'aptitude des sols.</p> <p>Il a été constaté l'ajout de deux repreneurs (M.BREBION et M.MALLET) qui ont été destinataires de phases liquides durant la saison culturale précédente, alors qu'ils ne sont pas autorisés par l'arrêté préfectoral.</p> <p>La capacité de l'élevage est désormais de 45 000 à 48 000 canards dans la mesure où la surface d'élevage est réduite d'un quart. Aucune information n'a été transmise en préfecture.</p> <p>Les ouvrages de stockage sont constitués de poches et d'une fosse en béton. Le volume utile n'a pas été modifié et les modifications n'ont pas été déclarées.</p> <p>L'arrêté d'autorisation doit être actualisé avec les modifications apportées à l'installation et à son fonctionnement. Concernant, l'actualisation du plan d'épandage, une étude des sols doit être réalisée pour les entériner dans l'acte administratif.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est entièrement clos et l'entretien y est effectué de manière satisfaisante. Le chemin d'accès est bordé d'arbres entretenus et taillés (peupliers).</p> <p>Les herbes de grandes tailles sont soit traitées soit arrachées manuellement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : La lutte contre les rongeurs est réalisée par l'entreprise POUDRAY de Somloire et les appâts sont visibles autour des poulaillers. Aucun constat de présences de rongeurs et/ou de galeries. Il n'a pas été constaté la présence d'infestation d'insectes. Les locaux sont propres et aucun amas de poussières n'a été constaté. Le sas central est constitué de zones propres et l'intérieur des locaux d'élevage est lavé et désinfecté entre chaque lot.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagement des locaux – Imperméabilité – Étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, « des volières, » des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, « aux volières, » aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. Les aliments stockés en dehors des bâtiments, à l'exception du front d'attaque des silos en libre-service et des racines et tubercules, sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.
Constats : Les canards sont élevés sur caillebotis et les racleurs mécaniques évacuent le lisier régulièrement (début du raclage vers 10 jours d'âge). Le lisier est dirigé vers une fosse enterrée avant d'être transféré dans la fosse béton circulaire aérienne couverte. En fin de lot, le lisier est séparé mécaniquement, la phase liquide est stockée en poches (2 ouvrages) et la phase solide est entreposé sur une fumière non couverte. La fosse de reprise dispose de sondes électriques non fonctionnelles et le lisier a débordé sur tout le pourtour de l'ouvrage jusqu'au pied de la fosse en béton. La surface impactée est estimée à 100 m2 et elle est cantonnée aux abords immédiats des fosses. Le regard de contrôle situé à côté de la fosse de reprise (2 m à l'ouest) dispose d'un tampon en métal et le lisier a rejoint le puisard de 5 m de profondeur. Ainsi, le dispositif de contrôle des fosses est hors service (pompe de type vide cave non fonctionnelle) et la colonne de contrôle est remplie de lisier.

<p>La fosse aérienne dispose également d'un regard qui s'écoule vers celui de la fosse de reprise, mais celui-ci était sous le lisier stagnant.</p> <p>La poche souple ne présente pas de désordre et le contrôle de celle-ci ne montre pas d'écoulement.</p> <p>La poche mise en place dans l'ancienne géomembrane constitue l'unique point de pompage et il existe un débordement au niveau de la zone de remplissage. Selon vos déclarations, cette pollution est due à la mousse de l'effluent, lors du transfert entre les poches. Un joint a été mis en place, mais il demeure des petits débordements visibles sur la face Est de l'ouvrage.</p> <p>Le lisier présent dans le busage du regard de contrôle ainsi que celui présent entre les fosses doit être pompé à la tonne puis il y aura nécessité de nettoyer et de remettre en état le dispositif de surveillance de l'étanchéité des ouvrages. Le pourtour des fosses sera à raboter pour réduire au maximum, le risque d'infiltration du lisier dans le sol. Les regards de contrôle des fosses seront à rehausser de 50 cm pour ne pas avoir d'écoulement gravitaire dans ceux-ci, en cas de désordre similaire. Selon vos déclarations, vous souhaitez modifier le fonctionnement de la détection du niveau de lisier dans la fosse de reprise afin de plus avoir de débordement. Une surveillance accrue doit être mise en place pour s'assurer du bon fonctionnement de cet ouvrage.</p> <p>La fumière non couverte présente des fuites au niveau du jointoiment des banches et dans l'angle Sud-Ouest</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Accessibilité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation est desservie par un chemin communal puis par un chemin privé ; Les accès existants sont aisément accessibles aux services de secours et ils disposent d'un dimensionnement satisfaisant. Ainsi, l'ensemble des poulaillers en activité et les bâtiments plus anciens sont accessibles en cas de sinistre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
 - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
 - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
 - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;
- ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Les poulaillers disposent d'extincteurs et l'entretien est contractualisé avec la société multi protec. Au niveau du pignon du poulailler proche des citernes de gaz, il existe un coffret renfermant deux extincteurs.

La réserve à incendie de 240 m³ est positionnée entre les deux poches à lisier et actuellement elle est totalement vide. Selon vos déclarations, la poche a été dégradée par des rongeurs et l'étanchéité n'est plus assurée.

Un nouveau matériel doit être mis en place sur l'emplacement actuel. L'ancienne poche peut être utilisée pour renforcer l'assise de la nouvelle et éviter tout développement de végétation au pourtour. Ainsi, le maintien d'une zone "propre" autour de la poche permet de réduire les risques de dégradation par les rongeurs.

Les numéros d'appel n'ont pas été contrôlés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17

Thème(s) : Élevage, Pollution

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les animaux ont été livrés la veille et il a été constaté une défaillance du réducteur de pression via une alarme. Il a été constaté la présence de fuites d'eau au niveau des lignes d'eau du poulailler et la société en charge de l'entretien a été contactée. La réparation a été démarrée vers 12h30 le lendemain.</p> <p>Le suivi des consommations a permis de détecter précocement la défaillance et ainsi permettre une intervention dans un délai assez restreint.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Rejets directs d'effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le déversement de lisier dans le busage de 5 m de hauteur (regard de contrôle de la fosse de reprise) constituent un rejet dans les eaux souterraines qu'il convient de stopper le plus rapidement possible.</p> <p>Le pompage puis le nettoyage et la remise en service de la pompe vide cave seront à effectuer dans les meilleurs délais (détail au point 11-1).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Composition du plan d'épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-c</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'épandage est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ;

- lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ;
- d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'ilot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (ilot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ;
- des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ;
- du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ;

L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;

Constats :

Le prestataire qui vous prépare le plan prévisionnel de fumure et le cahier d'épandage intègre le bordereau de transfert de la phase liquide entre l'EARL et M. MERIAU.

Il a été constaté que ce document unique totalise tous les apports et que la quantité d'azote théoriquement exportée est égale à la valeur calculée de l'ensemble de la phase liquide.

Le bordereau était présent mais non complété dans le cahier d'épandage de l'EARL et il était complété dans celui de M.MERIAU, raison pour laquelle il n'a pas été retenu d'anomalie.

Pour mémoire, le bordereau doit être complété et signé par les deux parties après chaque chantier d'épandage (2 à 3 par an).

La valeur d'exportation doit correspondre aux apports effectués et non à une valeur forfaitaire en totale déconnexion avec la réalité. En effet, il a été constaté que des épandages ont été notés dans votre cahier d'épandage alors que la somme des exportations totalise l'azote contenu dans toute la phase liquide. Cela démontre que les apports effectués sur vos surfaces (cf cahier d'épandage) sont factices ou que les apports réalisés sur les surfaces de M.MERIAU sont erronés.

Une attention particulière doit être apportée à ce point, pour justifier des pratiques agronomiques réelles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Mise à jour du plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d

Thème(s) : Élevage, Pollution

Prescription contrôlée :

Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.

La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'ilot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (ilot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.

Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.

Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée

ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.
Constats : Les évolutions des surfaces (pertes d'îlots et reprise d'un îlot) exploitées par l'EARL DU COIN DE LA TERRE, n'ont pas fait l'objet de déclaration en Préfecture et les nouvelles surfaces ne sont pas autorisées à recevoir des effluents de canards. Les surfaces exploitées par M. MERIAU ont également évoluées (reprise de surfaces) ; remarque identique sur la déclaration et leurs utilisations. Par ailleurs, il a été constaté que durant la saison culturale précédente, vous avez procédé à l'exportation de phase liquide chez des exploitants tiers non déclarés. Les surfaces ne sont autorisées à recevoir votre effluent et si vous souhaitez faire appel à des repreneurs, il convient au préalable de déposer un dossier technique (plan d'épandage, bilan azoté, étude agropédologique) pour modifier votre arrêté d'autorisation. Dans l'attente de la validation des nouvelles surfaces, vous devez respecter l'arrêté d'autorisation qui fixe en annexe II, les parcelles autorisées à l'épandage de phase liquide.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 11 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
Constats : La déclaration des émissions atmosphériques a été effectuée pour l'année écoulée et les bilans réels simplifiés ainsi que le tableur GEREPE sont disponibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter

atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

La défaillance de détection du niveau de remplissage de la fosse de reprise ayant entraîné un débordement de lisier sur le sol et dans le regard de contrôle des ouvrages, constitue un incident à déclarer.

En effet, cette source de pollution contamine le sol et le milieu naturel et elle porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement.

Dans le dossier technique à déposer, il conviendra de décrire cet incident en indiquant les améliorations à apporter pour éviter ce déversement de lisier et le matériel choisi pour maîtriser le niveau d'effluent dans cet ouvrage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois